Jacques Henripin

Département de démographie Faculté des sciences sociales, économiques et politiques Université de Montréal

(1984)

"D'une servitude à l'autre. (Réflexions sur le colloque)"

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/ Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jacques Henripin (1984)

"D'une servitude à l'autre. (Réflexions sur le colloque)"

Un article publié dans **Continuité et ruptures. Les sciences sociales au Québec**, tome II, chapitre 23, pp. 361-367. Textes réunis par Georges-Henri Lévesque, Guy Rocher, Jacques Henripin et al. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1984, 670 pp. (t. 2 : pp. 311-670).

Autorisation accordée par l'auteur, démographe et professeur retraité du département de démographie de l'Université de Montréal, le 13 août 2004.



Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points. Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 24 juin 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

Introduction

Difficile liberté Les pionniers La génération choyée Les nouvelles entraves Nouvelle libération

Jacques Henripin

Département de démographie Faculté des sciences sociales, économiques et politiques, Université de Montréal

"D'une servitude à l'autre (Réflexion sur le colloque)."



Un article publié dans **Continuité et ruptures. Les sciences sociales au Québec**, tome II, chapitre 23, pp. 361-367. Textes réunis par Georges-Henri Lévesque, Guy Rocher, Jacques Henripin et al. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1984, 670 pp. (t. 2 : pp. 311-670).

Jacques Henripin (1984)

"D'une servitude à l'autre. (Réflexions sur le colloque)"

Un article publié dans Continuité et ruptures. Les sciences sociales au Québec, tome II, chapitre 23, pp. 361-367. Textes réunis par Georges-Henri Lévesque, Guy Rocher, Jacques Henripin et al. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1984, 670 pp. (t. 2 : pp. 311-670).

Introduction

Retour à la table des matières

Les frontières fixées par les organisateurs pour séparer les quatre générations de participants étaient certes arbitraires et plusieurs ont manifesté leur inconfort dans la case où ils se sont trouvés. Mais à tout prendre, le découpage fut heureux : si imparfait fût-il, il a été efficace, car il a fait ressortir les caractéristiques dominantes de chaque génération. Je dis bien « dominantes », ce qui laisse place à des exceptions ; fort heureusement, il s'en faut de beaucoup que tous les membres d'une même cohorte aient eu les mêmes styles, les mêmes passions, les mêmes mérites. Ces cohortes, il me semble intéressant de les regarder - de les admirer aussi - du point de vue de la liberté.

Difficile liberté

Les intellectuels aiment bien l'idée de liberté. Ils en voient volontiers les insuffisances chez leurs concitoyens, s'insurgent à l'occasion avec vigueur contre les brimades du pouvoir (de l'État, de l'argent, naguère de l'Église) et font entendre d'admirables protestations lorsque des obstacles se dressent qui les empêchent de poursuivre leur travail, leurs rêves... et leur désir de mieux assurer leur confort et leur sécurité matériels. Ils ont très souvent raison. Moins cependant lorsqu'ils prétendent officier eux-mêmes comme grands-prêtres de la nation sans avoir à en payer le prix, c'est-à-dire sans s'engager dans l'impureté de l'action.

Mais il y a d'autres obstacles à la liberté, intérieurs ceux-là, qui sont moins facilement perçus, pour ne pas dire ignorés. Ils affectent les adeptes des sciences sociales beaucoup plus que ceux des sciences de la nature et interviennent dans le processus même de leur démarche intellectuelle, lui faisant souvent perdre du même coup une bonne partie de son caractère scientifique. Il s'agit des passions politiques et du vocabulaire. C'est surtout du point de vue de cet aspect de la liberté que je trouve intéressant de comparer nos quatre cohortes, les deux dernières surtout.

Les pionniers

Retour à la table des matières

Ce qui me frappe chez nos « grands pères », c'est leur caractère athlétique. Ces bâtisseurs et initiateurs furent des hommes d'action puissants et habiles. Hommes de réflexion aussi, parfois savants au sens le plus strict du terme. Mais tous étaient animés par le désir d'améliorer le sort de leurs concitoyens, par le truchement des coopératives, des syndicats, du système d'enseignement, du traitement des malades et des criminels. Tous, à leur façon, ont été des serviteurs du « nous » et du « nôtre ». Dans ces actions diverses, ils furent des libérateurs : de la pauvreté, de la honte, de la domination, de l'obscurantisme. Ils ont aussi entrepris de nous libérer de l'intrusion indue de deux pouvoirs dans la vie des universités : celui de l'État et celui de l'Église. Il est intéressant que ce soit les religieux qui l'aient fait avec le plus de vigueur. Entendons-nous : il ne s'agissait pas de nous libérer de la doctrine catholique, encore moins de la foi. Cela n'était pas mis en cause. On était encore bien dans le « nous-catholiques-canadiensfrançais »; mais on essayait de ne plus être « nous-à-genoux-devantles-évêques-et-les-ministres ». Pour cela, nous leur devons une fière chandelle.

Les membres de la deuxième génération me paraissent plus difficiles a caractériser ; ils ont participé, me semble-t-il, aux mérites de la première et aux avantages de la troisième, la mienne.

La génération choyée

Retour à la table des matières

Les professeurs de ma génération ont été les grands bénéficiaires de ces efforts et de ce courage. Nous avons tout juste assez pâti de la pauvreté matérielle et du dogmatisme qui perduraient encore, pour jouir pleinement des immenses morceaux de liberté qui avaient été acquis par nos prédécesseurs et pour faire encore quelques batailles en vue d'éliminer les dernières entraves.

Quand j'ai commencé à enseigner, on faisait encore la prière au début des cours. On célébrait aussi, à l'Université de Montréal, au début de septembre, la messe du St-Esprit, au cours de laquelle était lue une imposante série de propositions qui déclaraient anathème à plusieurs titres n'importe quel bipède susceptible d'avoir une idée personnelle. Mais personne n'était tenu à cela et l'on s'en moquait assez copieusement. Personne n'aurait eu l'idée, me semble-t-il, comme cela était arrivé au cours de mes études, quelque cinq ans auparavant, de demander l'autorisation de l'archevêque pour faire lire aux étudiants le Manifeste communiste. Il restait donc un rituel - qui parfois ne manquait pas de saveur - mais aussi quelques contraintes de l'esprit, qui n'allaient pas tarder à disparaître.

La seule contrainte réglementaire d'importance dont je me souvienne consistait en l'obligation faite aux conseils de facultés, d'insérer dans les programmes au moins un cours à saveur religieuse ou morale : doctrine sociale de l'Église, déontologie professionnelle, etc. Mais il y avait d'autres contraintes, plus personnelles celles-là, moins

tangibles, parce qu'elles résultaient de la pression des courants idéologiques dominants ou de la crainte de représailles de la part de Duplessis ou de ses serviteurs. Personne, par exemple, n'osait proposer la candidature de Pierre Trudeau comme professeur, car il était tenu pour certain qu'elle serait rejetée par le Bureau des gouverneurs d'alors, où dominaient les suppôts du Premier ministre.

Autre type de pression caractéristique du milieu des années 50 : un jeune professeur d'alors, qui avait eu l'occasion de parcourir la Yougoslavie et qui voulait rendre compte de ses découvertes dans un quotidien de Montréal, se vit conseiller assez fermement de n'en rien faire. À vrai dire, à cette époque, les entraves à la liberté des professeurs de sciences sociales concernaient surtout ce qu'ils pouvaient dire en public. Cela m'est arrivé à propos des contraceptifs. Faut-il rappeler qu'à l'époque, dans le monde catholique, à peu près personne ne mettait en cause la condamnation péremptoire de tous les contraceptifs dits artificiels. J'avais eu la témérité de dire en public que je trouvais souhaitable la réduction de la natalité dans les pays en voie de développement, ce qui impliquait l'usage des contraceptifs. Un Irlandais catholique s'était offusqué de ce qu'un professeur d'une université catholique osât proférer une semblable infamie et s'en était plaint au recteur. Ce dernier se sentit obligé de me convoquer, mais l'affaire n'alla pas plus loin.

Appliqué à la société canadienne-française (on ne disait pas encore, à cette époque, « québécoise »), l'usage de la contraception pouvait susciter une opposition qui s'inspirait d'une autre idéologie : le nationalisme. Je devais participer à une émission d'affaires publiques de Radio-Canada et j'avais dit à un ami, qui avait beaucoup plus d'expérience que moi des réactions du milieu, que j'avais l'intention de préconiser une libéralisation de la contraception, ce que presque personne à l'époque n'osait faire. « Si tu dis cela, me rétorque-t-il, tu te mets à dos tous les milieux nationalistes ! » J'ai dit ce que je voulais dire,... et je n'ai jamais su si je m'étais mis les nationalistes à dos. Du moins pour cette histoire-là. C'était il y a vingt-cinq ans. Depuis lors, les nationalistes ont cultivé d'autres mythes et ont établi d'autres motifs d'anathème. J'y reviendrai.

Voilà un peu dans quoi nous baignions. Au fond, l'époque n'était plus héroïque. Les quelques bribes de liberté qui nous manquaient, il n'y avait qu'à tendre la main pour se les donner. C'était sans risque véritable. Mais les petits efforts qu'il fallait encore faire étaient probablement fort précieux : cela nous immunisait contre le dogmatisme et les accès violents d'idéologie.

Et les gens de ma génération ont fait autre chose. Ils ont pratiqué leur métier de chercheur et d'enseignant avec un bel entrain, sans autres contraintes que les limites des budgets qui nous étaient alloués - limites qui reculaient rapidement, d'ailleurs - et celles que nous imposaient, hélas !, nos capacités intellectuelles. Et il y avait tellement à faire, dans chacune de nos disciplines, que presque personne, me semble-t-il, ne sentait le besoin de se livrer à des exercices de critique globalisante et fumeuse de la société ou du « système ». Pour nous - du moins pour les chercheurs de ma génération que j'ai côtoyés - c'était là l'affaire des théologiens, des philosophes et des hommes politiques. Nous étions peu tentés de faire le métier des autres.

Bref, nous étions des « parcellaires » heureux et assez ardents. Sans doute naïfs. Nous avions d'ailleurs une autre belle naïveté : nous étions persuadés que nous avions quelque chose à apprendre à nos étudiants (qui avaient d'ailleurs l'air de le croire) et que nous étions les maîtres de leur formation et de l'octroi de leur diplôme, ce qu'ils ne contestaient pas. Il arrivait, à cette époque, que des étudiants échouassent, même en sciences sociales. Et nous étions grossièrement effrontés, presque immoraux : nous étions quasi élitistes... sans mauvaise conscience ! Ah ! le beau temps de l'innocence !

Il y avait, bien sûr, des ombres au tableau. Les fonds disponibles pour la recherche étaient minces. Il fallait se battre pour des choses élémentaires : régime de retraite, échelle de traitement. L'administration des universités restait d'ailleurs fort peu soucieuse de l'opinion des professeurs. Une anecdote est à cet égard fort significative. Vers 1964, les professeurs de l'Université de Montréal apprenaient, presque par accident, que leurs « gouverneurs » avaient concocté en douce une nouvelle charte. Protestation énergique : toute l'affaire fut remise en cause ; un comité mixte fut formé et l'on repartit à zéro, ou presque. Les membres de ce comité en ont eu pour deux ou trois ans de travail.

Il faut les remercier, car désormais, les professeurs - et d'autres avaient leur place dans la gestion de l'Université. Elle est peut-être même devenue un peu trop importante, du moins si l'on en juge par le temps absorbé par la « comitocratie ».

Les choses étaient donc à peu près à leur place. Personne ne nous disait quoi enseigner, ni les administrateurs ni les étudiants ¹. Les gouvernements nous consultaient, peut-être trop à mon goût, sans que nous ayons l'impression d'être les rédempteurs ou les grands prêtres de la société québécoise. Nous avions des associations pour défendre nos intérêts, mais il me semble que nous trouvions le moyen, par leur truchement, de travailler à améliorer la qualité des universités.

Les nouvelles entraves

Retour à la table des matières

On aura deviné que je suis carrément tombé dans le travers des vieux qui regrettent le temps de leur jeunesse. Eh bien, ma foi, c'est vrai dans une large mesure. Car il me semble qu'autour des années 70, les choses ont commence a se gâter, surtout au sein des sciences sociales. Et quand je pense à la génération de nos cadets, j'ai l'impression qu'ils n'ont pas eu la partie facile. Car il devint difficile, dans les sciences sociales, de garder la tête froide. C'est-à-dire de pratiquer notre métier sans verser dans le politique et le dogmatisme. Mais il y eut bien d'autres misères, dont nous sommes loin d'être sortis. Etrange cumul de sottises, de facilités, de croyances nouvelles, d'impostures, dont les membres de ma génération sont sans doute en partie responsables. D'abord parce que plusieurs d'entre eux ont été les chefs cuisiniers de ces salades ; et aussi parce que les autres n'ont pas été assez vigilants. Peut-être commencions-nous à être un peu fatigués par notre triple rôle de professeurs-chercheurs, de constructeurs de départements et de fournisseurs d'études pour les gouvernements. Nous avons laissé faire pas mal de choses sans trop protester.

C'est un peu regrettable, car les derniers nous ont démontré plus tard qu'ils avaient quelques bonnes idées.

Peut-être n'y pouvions-nous pas grand chose. Il eut fallu :

- a) lutter contre le cloisonnement de nos disciplines, pour le bénéfice des étudiants et contre l'intérêt de nos petits empires ;
- b) dénoncer l'intrusion, dans les cours et les recherches, non pas du marxisme, mais du pidgin-marxisme, pour reprendre l'expression de Jean-François Revel;
- c) dénoncer aussi la paresse du révolutionnarisme de salon qui a leurré une bonne partie de nos étudiants ;
- d) se tenir debout devant ces derniers, plutôt que de les flatter en leur laissant croire que les défis et les risques appartenaient à une ère révolue;
- e) réduire la bureaucratisation de l'administration universitaire, ce qui implique une autogestion plus ascétique que ce que nous étions prêts à faire :
- f) combattre le corporatisme de nos syndicats.

C'est tout un programme et j'en passe. Dans un tel contexte, il était difficile pour un jeune adepte des sciences sociales -professeur, étudiant, conseiller, animateur - de ne pas se laisser happer par ces courants de passions faciles. Certains ont résisté et j'admire leur sang froid. Mais beaucoup se sont laissés emporter... et beaucoup d'étudiants ont perdu une bonne partie de leur temps.

Sans doute, toutes les disciplines n'ont pas également subi ces épreuves ; mais toutes ont été un peu empoisonnées, ne serait-ce que par le laxisme, le délire verbal et l'atmosphère d'affrontement que cela a entraîné.

Et puis il y eut autre chose : le nombrilisme québécisant. Je suppose qu'il n'est pas nécessaire de le décrire. Il n'est pas nouveau, mais autrefois il s'expliquait par une infirmité qui avait ses causes historiques. Nous avions commencé à en sortir, en bonne partie grâce à l'arrivée dans nos murs d'une cohorte de jeunes professeurs étrangers dont l'expérience et le tale nt ont constitué, pour les sciences sociales d'ici, un apport qu'on ne reconnaît pas assez souvent. Ils n'ont pas résisté devant l'armée des thuriféraires à l'autel de la québécitude. Je conçois fort bien qu'on puisse être sécessionniste ; je m'afflige cependant de constater la très forte proportion de Québécois « pointus » dans les rangs des spécialistes des sciences sociales, je m'en afflige parce que je trouve ce conformisme appauvrissant. Ce fut peut-être un stimulant; c'est devenu un rituel, dont on commence à sourire. Me trompé-je?

Nouvelle libération?

Retour à la table des matières

Il me semble que l'atmosphère des sciences sociales a commencé à s'aérer. Il devient de plus en plus difficile de s'accrocher à la locomotive de la syndicalomanie tout en se donnant des airs d'archange au service des plus démunis. Les étudiants, me semble-t-il, sont moins dupes d'un langage globalisant et assez creux qui a comme principal mérite de dispenser ses utilisateurs de l'observation patiente des faits et de leur analyse avec des outils qui requièrent une grande modestie. Me trompe-je encore? Et peut-être qu'un jour, nous reviendrons à une vie intellectuelle moins cloisonnée, au bénéfice de la formation de nos étudiants et d'une meilleure connaissance du monde où nous vivons. Ça, ce n'est pas pour demain, car nos armures sont presque à toute épreuve. Mais qui sait, la pauvreté fait parfois réfléchir.

Nos fondateurs nous ont donné un bel exemple de clairvoyance et de courage libérateur. Ils se battaient surtout contre des ennemis extérieurs : les dogmes, les pouvoirs. Aujourd'hui, les principaux obstacles à notre liberté sont en nous ; ce sont notre vocabulaire, le souci de notre confort matériel, la sécurité intellectuelle de nos disciplines propres, et une certaine séduction à l'égard des mythes de notre temps. La paresse a bien des visages et il y a place encore pour quelques héros. J'en vois, parmi mes collègues plus jeunes, qui ont cette allure-là.